



Françoise Roche
Secrétaire Générale

5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 & 0153940753
FR41@wanadoo.fr & gc.roche@orange.fr
www.snca-nat.fr

Contribution au débat sur la refondation de l'Ecole de la République

Etat des lieux avant refondation ou Faut-il refonder l'Ecole de la République ?

PEILLON a annoncé pour la rentrée 2013, dans un emballage à 40000 emplois, la re-création réelle de 12000 emplois dans l'Education Nationale ... Ce qui n'est pas un *scoop* mais la tenue (?) des promesses de campagne de son patron, François HOLLANDE.

Wait and see. Ce que nous faisons, d'ailleurs, avec beaucoup d'application, depuis mai dernier !

Y'a plus d'profs !

Pour l'heure, c'est la pénurie d'enseignants et d'encadrants dans l'Education Nationale.

Puisque le chef de l'Etat ne s'est pas donné les moyens budgétaires et financiers d'une ambitieuse politique éducative (son « débat » sur la refondation de l'Ecole de la République est devenue une « concertation » entre « experts » qui l'ont foutue en l'air), il charge son ministre PEILLON, sous la haute surveillance d'un de ses copains de l'ENA, de la promo VOLTAIRE, un certain DUWOYE, dont le « républicanisme » ne répugne pas aux entorses, de recourir aux bons vieux expédients pour faire taire les plus en pointe dans la revendication !

Oh ! Pas les syndicats administratifs qui font partie des « experts » conviés au débat-concertation ! Et qui ressortent, pour faire vrai, quelques objections aux projets gouvernementaux, sûrs qu'ils sont d'être associés, quoiqu'il arrive, à la mise en place de ces projets. Ce qui est le sceau de leur notabilisation.

Mais les parents d'élèves, genre FCPE, arme de la panoplie du PS, dont les rejetons fréquentent les collèges et les lycées de centre-ville, bataillent dur pour que leurs positions zélitistes prévalent comme elles prévalent depuis un demi siècle.

Comme il n'y a plus de profs ; qu'un prof, même contractuel, ça ne s'invente pas en disant *abracadabra*, il faut reprendre les vieilles recettes droite-gauche, gauche-droite : piquer des profs là où il y en a encore pour les mettre là où les parents efcépéuh en veulent.

Par exemple : il y a des besoins urgents en LP. Mais le contractuel qui pourrait venir donner un coup de main est prié de se faire embaucher pour assurer les filières d'enseignement général.

Autre exemple : il faut embaucher des CDD pour que la MGIEN fasse le nouveau travail qui lui est confié contre le décrochage. Il n'y a pas d'argent ; qu'à cela ne tienne. Chaque enseignant-coordonateur aura une ou deux actions en plus et les jeunes moins d'heures d'école : cela s'appelle faire d'une pierre deux coups. Mais est-ce bien républicain ?

Le SNCA e.i.L. Convergence le dit et le redit : **le nouveau Président de la République et son Premier Ministre ne se sont pas donnés les moyens financiers, budgétaires et monétaires, d'une ambitieuse politique éducative qui redonnerait son Ecole à la Nation** ; au lieu de quoi, ce qui prévaut, c'est le déshabiller l'un pour habiller l'autre, c'est-à-dire la continuation de la désastreuse RGPP, en rupture historique avec le programme économique et social du CNR.

Paupérisation et déclasserement

PEILLON va donc embaucher pour la rentrée 2013, embaucher des profs !

Mais personne ne veut plus être prof.

Pourquoi ?

La masterisation requise pour passer les concours serait d'un trop haut niveau par rapport à l'ancienne licence d'enseignement... C'est FAUX, ARCHI-FAUX. La réforme universitaire de SARKOZY, avec la masterisation comme gadget, a pour objectif de mettre l'Université française au même niveau que les universités européennes ; sauf que le « même niveau » est synonyme de dégradation du niveau français. Cela ne se dit pas, cela ne se sait pas. Eh bien, il faut que ça se sache et soit dit !

Plus sérieusement, la déconsidération du métier fait s'effondrer le nombre de candidats aux concours de recrutement.

Même le SNES le dit, même la FSU ! Et pourtant, ces deux-là ont tout fait pour déconsidérer le métier : déconsidération par la violence et l'irrespect.

Ils ont été de ceux qui ont minimisé, voire nié la violence et l'irrespect dans les établissements scolaires. Ils ont barbouillé leurs discours avec la laïcité « ouverte », tellement ouverte qu'elle a fichu le camp de l'Ecole.

Ils ont été de ceux qui ont refusé de défendre le salaire des profs et des autres personnels de l'Education Nationale, parce que, n'est-ce pas, le syndicalisme enseignant ne peut pas perdre son temps à de telles balivernes ; donner la main au pédagogisme de toutes les couleurs est tellement plus exaltant et important. **Honte au pédagogisme qui a mis l'Ecole sur le flanc !** Et honte au syndicalisme cogestionnaire qui a permis de déclasser la profession.

Résultat : les profs sont moins bien formés – et pas seulement parce que SARKOZY a supprimé l'année de stage – qu'il y a un tiers de siècle ; ils sont les plus mal rémunérés des pays de l'OCDE ; **ils ont été rétrogradés du rang de cadres supérieurs à celui de cadres moyens.**

Quant aux personnels de catégorie C, combien sont sous-smicards, y compris à l'heure de la retraite ?

Monsieur PEILLON vous souhaitez que renaissent les hussards de l'Ecole de la République.

Ceux de Jules FERRY étaient encore plus mal payés, direz-vous. Mais dans une société encore largement agraire et peu industrialisée, leur instruction, leur culture forçaient le respect.

Moins bien formés au plan disciplinaire, pas formés du tout au plan professionnel, déclassés et mal rémunérés, exploités aussi avec plus d'élèves et plus de tâches annexes, l'augmentation de leur productivité n'ayant jamais été prise en compte, voilà ce que sont les profs d'aujourd'hui.

Les autres personnels d'administration et de gestion sont encore plus mal lotis, polyvalents par nécessité de service, sans formation pour les compétences hors de leur première qualification qui sont exigées d'eux.

Pour les personnels d'entretien, l'externalisation prévaut grâce au faussement pudique voile de la territorialisation.

Et l'encadrement ? Minable et fier de l'être.

Certes, il y a de bons principaux de collèges, et dévoués, d'excellents proviseurs, et intelligents, des inspecteurs, voire des recteurs qui tiennent la route. Mais la majorité d'entre tous ces gens-là a le dos voûté de servilité pour faire oublier son incompetence et son inculture : le règne du chéfaillon dans tous ses états et dans toutes les situations. Autrement dit, **le règne de la tyrannie au plus près du terrain !**

Le dévoiement des missions

Quant aux co-psys, depuis des dizaines d'années, **ils sont devenus les ordonnateurs des flux** : tant d'élèves en telle section, pas un de moins, pas un de plus. Quand le wagon est plein, on remplit le wagon suivant.

C'est ça, l'orientation sur les critères scolaires ?

Bien sûr que non. D'une part, c'est une orientation d'annonce : beaucoup plus de jeunes filles pour préparer le bac S, par exemple. Et c'est surtout une orientation de « classe », au sens de « lutte des classes » : depuis que d'autres bachots ont été institués, technos et pros, c'est toujours le même taux de bacheliers d'enseignement général, un tiers du total ...

Or, tout le système scolaire fonctionne par rapport à ces futurs bacheliers-là. Le collège, bien évidemment, où le pédagogisme et l'égalitarisme font des ravages : vous entrez dans le moule ? Tant mieux pour vous ! Vous irez au bac général. Vous n'y entrez pas ? Vous irez en classes technologiques, en LP, en CFA.

Sauf que le « moule » a été conçu pour la réussite d'un tiers seulement de la jeunesse française.

Vous parlez d'un socle commun !

Et ça commence dès l'école primaire, maternelle comprise.

Voyez encore les sévices antidémocratiques et antirépublicains des efcépéuh. Pas plus tard que pendant les dernières campagnes présidentielle et législative, le président de cette secte a reproché aux maîtres des petites classes de l'école élémentaire de donner encore du travail à faire à la maison.

Bougre d'âne ! Quand l'enfant de six-sept ans rentre à la maison, **il est l'ambassadeur de l'Ecole de la République au sein de sa famille**. Même, et surtout, si les parents n'ont pas la compétence culturelle de certains autres, ils s'enquièrent, **tous**, non seulement de ce qui s'est passé à l'Ecole, mais aussi du devoir à faire et de la leçon à apprendre. Ils ne pourront pas vérifier si le devoir est bien fait ou si la leçon est vraiment bien apprise ? Mais ils s'y seront intéressés ; et, **autour de l'enfant qui fait ses devoirs, le cercle familial trouvera, chaque jour, même pour un court moment, l'occasion de se reconstituer parce que l'Ecole et la République sont là.**

Ce n'est pas à l'Ecole de s'ouvrir aux quatre vents comme l'ont souhaité et le souhaitent toujours les marchands d'inégalité sociale, mais à l'enfant d'apporter le souffle de l'Ecole émancipatrice au cœur de la famille : là est la véritable intégration qui construit les citoyens ; là est l'assimilation qu'ils font et qui les rend républicains.

Au lieu de quoi, la référence républicaine devient un slogan politique et une modénature sur les façades des monuments publics cependant qu'elle déserte les consciences.

Conclusion revendicative

En conséquence, est-il nécessaire de refonder l'Ecole de la République ?

Il est surtout urgent de rendre SON Ecole à la République, en évacuant ce qui la défigure :

- L'omniprésence de la « société » dans l'Ecole d'aujourd'hui ; comme si l'Ecole de la République devait répondre aux exigences des groupes sociaux souvent antagonistes ! **L'Ecole de la République est l'exigence de la Nation**, c'est-à-dire de l'ensemble des citoyens rassemblés. La Nation veut l'égalité des droits de tous dans l'accès à l'instruction, à l'éducation, à la formation initiale. La société s'en fout !
- Le pédagogisme égalitariste qui est l'ennemi de l'égalité républicaine des droits en matière d'instruction, d'éducation et de formation. Il tue la créativité et la diversité de la pédagogie, celle des maîtres et non des idéologues, lesquels ne seront jamais les « hussards de la République » qu'ils dénigrent et honnissent.
- L'orientation de « classe » ou sociétale, par laquelle la société s'ingère sournoisement dans le devenir de la jeunesse. **La République a besoin que tous ses enfants soient le mieux formés possible ; pour ce faire, aller contre leurs aptitudes et leurs goûts, ce qui casse leur capacité à l'effort, est une véritable nuisance et une impardonnable attaque portée à la République émancipatrice.**
- Le déni de réalité qui permet de faire croire que les problèmes de l'Ecole doivent se résoudre à l'interne sans l'intervention des autres institutions de la République, alors que toutes **ces institutions doivent œuvrer à faire revenir la sérénité et la laïcité dans l'Ecole publique.**
- L'actuelle conception à peu près exclusivement carriériste d'un encadrement institutionnel qui légitime les entorses quotidiennes au respect dû à l'Ecole par un irénisme servile, une irréflexion obscurantiste et une exécration tyrannie de proximité.
- Le refus de reconnaître que sans des maîtres honorés et correctement rémunérés, prétendre faire vivre l'Ecole de la République est une imposture.
- La négation permanente et pernicieuse du sens de l'Ecole, du sens du métier, du sens de la démocratie.

Alors, avec les masques, les faux semblants tomberont d'eux-mêmes et l'Ecole de la République, reconnaissant ses missions originelles, permettra la réussite de tous ses élèves.

Le SNCA e.i.L. Convergence ne nie pas le bien fondé d'une concertation ; encore faut-il qu'elle ne soit ni faussée par la présence de ceux qui ont rendu nécessaire par leurs indécentes manœuvres cette concertation, ni entravée dans son déroulement par des *a priori* sociaux et ethno-culturels comme ce fut trop souvent le cas dans des expériences similaires antérieures.

Il remarque, avec un certain scepticisme quant aux résultats de cette « discussion » en cours, que les hésitations sémantiques de « débat » à « concertation », de « refondation de l'Ecole de la République » à « rénovation pédagogique » traduisent, de la part des initiateurs de cette « controverse », sinon une improvisation du moins un manque de préparation.

Improvisation ? Impréparation ? Opportunisme ? Carriérisme ?

C'est comme cela que l'Ecole de la République perd son identité et sa raison d'être.

Auquel cas, le SNCA e.i.L. Convergence refuse sa caution.

Septembre 2012